http://levenissian.fr/Le-deconfinement-est-d-abord-une-question-de-moyens

Le déconfinement est d'abord une question de moyens

- Vie politique -

Date de mise en ligne : lundi 20 avril 2020

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

L'annonce du président de la république d'une date de déconfinement le 11 mai prochain a provoqué de nombreuses réactions, notamment autour de l'école. Mais ces réactions se sont très souvent centrées sur cette date, comme s'il suffisait de la reporter pour résoudre le problème auquel le président n'a pas répondu : comment sortir en sécurité du déconfinement ?

Si Macron a tenté dans cette intervention d'apparaitre sur la forme plus proche des gens, à l'écoute et même capable de reconnaitre des erreurs, il ne pouvait pas résoudre par miracle la contradiction fondamentale à laquelle les classes dirigeantes sont confrontées, la contradiction entre leurs intérêts privés, ceux des "premiers de cordées", et l'intérêt général. Il ne peut donc pas sortir d'une communication dont le vrai objectif est de reconstruire sa légitimité bien mise à mal, et avec lui, celles des "premiers de cordées" alors même qu'il doit rendre hommage à tous les autres, ces invisibles du travail indispensable à l'intérêt général.

Pour ceux qui ont eu la chance de lire des discours de Fidel Castro, ou de suivre les débats d'un congrès du parti communiste cubain, il est frappant de comparer les styles de discours et textes politiques à Cuba et en France.

A Cuba, des textes concrets, lisibles et discutables par tous, des discours de président qui prennent de front les question concrètes et en tire des leçons politiques, des textes de congrès qui font l'objet de millions d'amendements par des centaines de milliers de cubains... Quand on compare ce niveau de participation citoyenne à la faible mobilisation de toutes les enquêtes publiques en France, et au grand cirque des réseaux sociaux, on voit que les donneurs de leçons démocratiques occidentaux sont bien mal placés !

Le discours de Macron est ainsi enfermé dans des habitudes médiatiques qui font que chacun de ces mots est pesé par des politiques qui sont d'abord des "publicitaires", estimant l'impact de telle ou telle formule sur les futurs sondages.

Résultat, malgré tous ces efforts, les français ressortent de son discours sans avoir aucune idée de ce qu'il faudra faire demain, des questions concrètes auxquelles ils seront confrontés. Résultat, les inquiétudes légitimes sur la dangerosité de ce virus conduisent beaucoup de ceux qui sont confinés à réagir par le refus, à ne pas accepter le déconfinement le 11 mai.

Beaucoup de militants, d'organisations politiques et syndicales ont repris cette réaction, parfois en la théorisant comme une sorte de "droit de retrait" généralisé, une revendication du confinement, sans toujours voir qu'elle pouvait constituer un piège, sans doute envisagé par le pouvoir. Car le président a bien pris soin de préciser que le déconfinement serait progressif et qu'il s'organiserait avec les maires. Or pour le pouvoir, les maires sont d'excellents outils pour détourner la pression sociale et en faire un sujet de division, entre les territoires, entre l'urbain et le rural, entre les centres villes et les banlieues, et dans chaque ville même, à partir des clivages politiques locaux. On a déjà vu ainsi des réactions dénonçant une ségrégation qui enverrait les quartiers populaires en premier au déconfinement, les réseaux sociaux se chargeant d'ajouter les délires complotistes...

Ce renvoi aux maires a été utilisé pour les réformes successives des écoles qui laissent la décision des rythmes scolaires au niveau local, tout en commençant à détricoter le service public national de l'éducation... C'est ce qui pourrait se faire pour le déconfinement, laissant les maires décider du rythme de reprise, des moyens à mobiliser pour ouvrir partiellement des écoles, et se retrouver ainsi à gérer les contradictions entre eux qui veulent sortir

Copyright © Le Vénissian

rapidement du confinement et ceux qui ne veulent prendre aucun risque et veulent son prolongement.

Car si beaucoup de parents et d'enseignants ont exprimés leur refus de la date du 11 mai, comme d'ailleurs beaucoup de travailleurs de secteurs revendiquent l'arrêt des activités non essentielles qui sont le plus souvent organisées sans le niveau de protection nécessaire, il y a aussi beaucoup de parents, d'enseignants et de travailleurs qui en ont marre du confinement, beaucoup de salariés ou d'indépendants qui ont besoin de travailler pour vivre ! La réaction individuelle d'exaspération du confinement peut faire grandir aussi une véritable revendication du déconfinement !

Quelle position doivent défendre les communistes dans cette situation ?

Il faut être capable de prendre les questions concrètes telles qu'elles sont posées à tous. Le virus est là, et il est là pour longtemps. Tant qu'un vaccin n'est pas disponible, et tant qu'il n'a pas permis une campagne de vaccination de masse, le virus sera présent et avec lui le risque de la maladie. Avant le vaccin, il est possible qu'on trouve un traitement qui élimine les formes graves de la maladie, mais ce n'est pas encore le cas.

Donc, nous devons répondre à cette question concrète : comment vivre avec le virus ? C'est ce qu'a tenté d'expliquer Edouard Philipe, dont l'expérience politique de maire lui est très utile en cette période et qui parait beaucoup plus concret et sérieux que son président... Nous leurs laissons l'éventuelle guéguerre politicienne qui peut s'y cacher.

Mais les communistes doivent être capable de se faire entendre clairement. Et pour cela, il faut dire avec force que le déconfinement n'est pas d'abord une question de date, mais d'abord une question de moyens, d'engagements publics pour assurer un déconfinement en sécurité, et que la seule date qui compte, c'est celle qui assure que ces moyens sont effectivement disponibles !

Pour cela, il faut affirmer des principes simples, qui sont des principes sanitaires en même temps que les revendications sociales et politiques à porter.
[-] **une communication scientifique transparente** qui ne soit pas au service d'un discours politique mais d'une pédagogie citoyenne, avec un comité scientifique sous l'autorité par exemple du conseil économique et social, avec les moyens de multiplier les outils de communication sans pressions des grands groupes médiatiques ni des réseaux sociaux.
[-] **des masques disponibles pour tous, obligatoires pour tout déplacement**, pour toute rencontre. Des points de distribution publics doivent être identifiés et organisés dans tous les quartiers en mobilisant une véritable "réserve citoyenne" pour n'oublier aucun personne isolée, et éviter tous les trafics que le marché cherche toujours à développer.
[-] **des tests pour tous de manière organisée**, pour tout suspect de maladie sur indication médicale, et immédiatement pour tous leurs proches et collègues. Des centres de tests doivent être identifiés et organisés dans tous les quartiers, avec des laboratoires aux capacités renforcées. L'annonce de 500 000 tests par semaine du premier ministre doit être évaluée de manière critique avec les professionnels. Aucun problème de capacité ne doit freiner la règle des tests pour tous !
[-] **des moyens de confinement avec suivi pour toute personne testée positive**, en mobilisant l'ensemble des hôtels et des services sociaux pour un suivi effectif du confinement. Comme en Chine, une logistique alimentaire publique doit être mise en place pour assurer l'approvisionnement des personnes confinées à domicile.
[-] **personne au travail sans protection à la hauteur !** puisqu'il faut vivre avec le virus, il faut travailler malgré le virus, ce qui suppose les moyens de protection et de tests à la hauteur. Des capacités de mise à disposition de masques, de mesure de températures, de test sérologiques doivent être assurée sur tout lieu de travail.

Copyright © Le Vénissian

[-] **des moyens pour le services publics**. Pour l'ensemble de ces mesures, la mobilisation des services publics et notamment des collectivités locales est indispensable dans le cadre de règles nationales qui doivent assurer l'égalité de tous, de tous les territoires, de tous les quartiers, de toutes les populations. C'est pourquoi il faut lever pour tous les services publics les contraintes de l'austérité, sortir totalement de la contractualisation contraignantes avec les collectivités locales et mettre en place un plan d'urgence de financement des dizaines de milliers d'emplois publics nécessaires à la bonne gestion du déconfinement.
[-] Enfin, l'épidémie impose de **relever le défi démocratique** dans un pays fragilisé par les fractures politiques et citoyennes. Les agences régionales de santé, Santé France, doivent être immédiatement mises sous le contrôle de structures démocratiques nouvelles associant l'ensemble des acteurs de santé, scientifiques, syndicaux. Elles ne doivent plus diriger la restructuration permanente du service public de santé, mais devenir l'outil démocratique de leur reconstruction. Elles doivent s'appuyer sur les centres communaux d'action sociale et les caisses d'assurances maladie qui doivent redonner leurs places aux représentants des salariés.

Dans cette bataille, les collectivités locales sont un atout essentiel de notre démocratie. Nous défendons la place des communes comme lieu premier de la citoyenneté. Les maires et les conseils municipaux sont des acteurs essentiels de la bataille contre l'épidémie. Mais nous ne devons pas laisser le pouvoir renvoyer au niveau local les responsabilités des moyens. Au contraire, nous voulons contribuer à organiser la bataille contre l'épidémie partout, pour tous. Cela exige un engagement partout de l'état, des règles nationales, et les moyens réels d'un déconfinement en sécurité pour tous.

Copyright © Le Vénissian